

ailleurs devenu clair que, par suite des complexes alliances internes et externes ayant été formées, les sanguinaires Khmers rouges de Pol Pot risquent de réapparaître comme force dominante dans un nouveau gouvernement, avec l'assentiment de fait de la collectivité internationale.

La situation actuelle donne une idée de l'ambiguïté qui caractérise les questions d'ordre juridique, politique, moral et tactique susceptibles de surgir dans de tels conflits et dans les intrigues internationales qu'ils suscitent. Même si l'invasion du Cambodge par les Vietnamiens en 1978 a permis de renverser le régime lunatique et génocide de Pol Pot, l'invasion même et les inquiétudes éprouvées au sujet des intentions de Hanoï et de Moscou ont amené la collectivité mondiale en général à ne pas reconnaître le nouveau régime de Hun Sen, certains pays ayant accordé à divers degrés leur appui à différentes factions de l'opposition.

La Chine a toujours soutenu explicitement les Khmers rouges, mais avec l'émergence d'une coalition opportuniste de toutes les forces d'opposition dirigées symboliquement par le prince Sihanouk, la grande majorité des pays membres des Nations-Unies ont, en novembre 1989, concédé un rôle aux Khmers rouges dans le cadre d'un règlement politique complet qui devra être négocié pour prévoir l'instauration d'un gouvernement provisoire et la tenue d'élections sous surveillance internationale. Le Canada et la plupart des autres pays occidentaux faisaient partie de cette majorité, mais ils ont souligné qu'ils ne cherchaient pas ainsi à encourager la prépondérance des Khmers rouges, mais plutôt à admettre le caractère inéluctable de leur présence. La Finlande et la Suède se sont abstenues lors du vote, pour tenter de montrer qu'elles étaient désormais préoccupées par la menace de la domination khmère rouge, et non plus par la question de l'agression vietnamienne. L'Australie et la Grande-Bretagne se sont données beaucoup de mal pour renforcer leurs liens avec le gouvernement Hun Sen et le Vietnam, Londres reconnaissant très explicitement que le retrait vietnamien avait effectivement eu lieu. Le Canada a lui aussi fait certains gestes pour conférer une certaine crédibilité et un certain crédit au gouvernement de Hun Sen, et il souligne que, tout en sanctionnant la prétention de la coalition d'opposition au siège du Cambodge à l'ONU, son objectif consiste à favoriser l'instauration d'une trêve et la tenue de véritables élections au cours desquelles le peuple cambodgien serait libre de rejeter les Khmers rouges.

Plus encore que dans le cas difficile de la Namibie, la réalisation de cet objectif sous surveillance internationale, dans les conditions régnant au Cambodge, comportera des défis gigantesques. La dure réalité est que les Khmers rouges dominent la coalition du point de vue